

ANNEXE AU COMMUNIQUE DU MARECHALAT

Note explicative

En vertu de l'article 3 de la Constitution la Couronne est héréditaire dans la Famille de Nassau «conformément au pacte du 30 juin 1783».¹ Traditionnellement la réglementation interne de la Maison de Nassau consacrait le principe de la succession directe par ordre de primogéniture dans la descendance mâle. Les femmes étaient donc exclues de l'ordre de succession, sauf dans l'hypothèse de l'inexistence de tout successeur masculin.²

En approuvant la Convention de New York de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes le Grand-Duché avait fait valoir une réserve maintenant la validité de l'article 3 de la Constitution, nonobstant les stipulations contraires de la Convention.³ Cette réserve fut levée en 2008.⁴

En ligne avec Sa déclaration d'ouverture de session de la Chambre des Députés du 12 octobre 2004 ⁵, le Grand-Duc Henri, en Sa qualité de Chef de Famille, a dès 2009 initié la procédure de réforme du Pacte de famille (au sens large) en mettant la priorité sur l'introduction de l'égalité des hommes et femmes dans l'ordre de succession au trône.

Par décret du 16 septembre 2010 le Grand-Duc a consacré cette égalité en modifiant en ce sens les dispositions pertinentes de la réglementation interne de la Maison de Luxembourg-Nassau ⁶. A noter que les travaux de modernisation générale du Pacte de famille et des Statuts internes sont en voie de finalisation.

¹ Art. 3 de la Constitution:

«La Couronne du Grand-Duché est héréditaire dans la famille de Nassau conformément au pacte du 30 juin 1783, à l'art. 71 du Traité de Vienne du 9 juin 1815 et à l'art. 1^{er} du Traité de Londres du 11 mai 1867.»

² Pour une analyse détaillée de la question voir «Commentaires de la Constitution luxembourgeoise article par article» dans «Le Conseil d'Etat, gardien de la Constitution et des Droits et Libertés fondamentaux», 2006, pages 19 à 22.

³ Loi du 15 décembre 1988, Mémorial A p. 1276

⁴ Voir rapport d'activité 2008 du Ministère de l'Egalité des Chances, p.18

⁵ «Wat d'Gleichberechtigung vu Mann a Fra betrëfft, wëll ech dës Geleegeenheet benotzen, fir Iech ze proposéieren d'komplett Egalitéit an der Trounfolleg och bei ons anzeféieren.» Chambre des Députés, compte rendu de la séance solennelle d'ouverture de la session parlementaire 2004-2005, www.chd.lu, C-2004-O-001-0002.

⁶ Ce décret sera publié au Mémorial B.